



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI N° 2014 -022

portant ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Protocole de Kyoto de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), adopté en décembre 1997, engage les pays industrialisés et à économie en transition de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2% par rapport au niveau de 1990 pendant la première période d'engagement (2008-2012). Le Protocole de Kyoto est, à ce jour, le seul instrument international juridiquement contraignant de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est entré en vigueur en 2005 après la ratification de cinquante-cinq pays représentant 55 % des émissions mondiales en 1990.

Lors de la Conférence des Parties sur le Changement Climatique à Durban, Afrique du Sud en 2011, les Parties ont décidé de prolonger le protocole de Kyoto dans le cadre d'une deuxième période d'engagement de huit ans (2013-2020). L'amendement adopté à Doha en 2012 acte la poursuite de cet instrument juridiquement contraignant, jouant un rôle de transition vers le futur accord mondial qui devrait être adopté en 2015, pour entrer en vigueur au plus tard en 2020.

La décision des Parties adoptée à cette occasion apporte des précisions concernant la mise en œuvre opérationnelle de cet amendement, ainsi que l'engagement politique des Parties au protocole :

- elle reconnaît l'urgence à ratifier cette deuxième période d'engagement en confirmant son application dès le 1^{er} janvier 2013 ;

- elle souligne que les Parties visées à l'annexe I (pays développés) pourront revoir leur engagement chiffré de limitation et de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre au plus tard d'ici 2014, dans l'optique d'une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020. Les promesses d'engagement des pays développés étant de 18% par rapport aux niveaux de 1990 ;

- elle précise que la part des fonds destinée à aider les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à financer le coût de l'adaptation, est maintenue à 2 % des URCE délivrées pour les activités de projet du Mécanisme de Développement Propre de l'art 12 du Protocole de Kyoto ;

- elle mentionne également l'augmentation, pour la deuxième période d'engagement, des ressources du fonds pour l'adaptation en prélevant une part, égale à 2 %, des fonds provenant des autres mécanismes du Protocole de Kyoto ;

- elle précise les modalités d'usage concernant les mécanismes de projet et les unités qui en résultent, dans l'attente de l'entrée en vigueur de cette deuxième période d'engagement.

L'amendement du Protocole de Kyoto (PK) porte sur certains éléments :

- La liste des pays développés parties au Protocole de Kyoto. Quatre pays développés qui sont membre du PK n'ont pas accepté de réduire ses émissions dans le cadre de la deuxième période d'engagement (Canada, Nouvelle Zélande, Japon et Russie) ;
- L'objectif de la deuxième période d'engagement est de réduire les émissions globales des gaz à effet de serre de l'ensemble des Parties concernées d'au moins 18 % par rapport aux niveaux de 1990 dans la période allant de 2013 à 2020;
- Les engagements chiffrés de limitation ou réductions des émissions pour la période 2013-2020 pour chaque pays;
- La liste des gaz à effet de serre. L'amendement prévoit l'ajout du tri fluorure d'azote (NF3) comme septième gaz à effet de serre pris en compte à partir du début de la deuxième période d'engagement (fort pouvoir de réchauffement global de gaz qui s'élève à 17 000, cela renforce l'intégrité environnementale du PK);
- La possibilité pour une Partie ayant un objectif de réduction de ses émissions inscrit à l'annexe B du protocole de Kyoto, de l'ajuster afin d'avoir un objectif plus ambitieux. Cet ajustement entre en vigueur le 1er janvier de l'année suivant la communication à toutes les Parties par le Dépositaire de l'ajustement adopté;

L'utilisation des unités générées par les mécanismes de marché du Protocole de Kyoto pour respecter leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions. Il prévoit qu'une partie des unités générées par ces mécanismes de marché doivent servir à couvrir les dépenses d'administration et à aider les pays en développement à financer le coût de l'adaptation au Changement Climatique;

L'amendement entre en vigueur conformément à la procédure prévue par les articles 20 et 21 du Protocole de Kyoto. Cela signifie que l'amendement entrera en vigueur à l'égard des Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le Dépositaire (le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations unies), des instruments d'acceptation des trois quarts au moins des Parties au protocole.

Madagascar a ratifié le Protocole de Kyoto en 2003 et en tant que pays en développement et parmi les plus vulnérables au Changement Climatique, la ratification de l'amendement du Protocole permettra au pays de continuer à bénéficier:

- Des projets carbones dans le cadre du mécanisme de développement propre dont l'objectif est de contribuer au développement durable du pays tout en

contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre a l'origine du Changement Climatique;

- Du fonds d'adaptation qui est alimenté par une partie du fonds issu des unités de réduction certifiée d'émission URCE (2%) du Mécanisme de Développement Propre et par une partie du fonds issu des autres mécanismes du Protocole de Kyoto (2%).

Tel est le motif de la présente de loi.



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI N° 2014 - 022

autorisant la ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 05 novembre 2014, la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Est autorisée, la ratification par la République de Madagascar, de l'Amendement au Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 adopté à Doha le 8 décembre 2012 et dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 :

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 05 novembre 2014

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE SECRETAIRE,

RAKOTOMAMONJY Jean Max



ANTENIMIERAMPIRENENA

LALANA LAHARANA FAHA-2014 – 022

Manome alalana ny fankatoavan-dalàna momba ny Fanitsiana natao tao Doha momba ny “Protocole de Kyoto”, izay ao anatin’ny Fifanarahana lasitry ny Firenena Mikambana miompana amin’ny Fiovan’ny Toetrandro

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny « Protocole » tany Kyoto izay nankatoavina tamin’ny volana desambra 1997, nandritra ny fotoam-pivoriana fahatelo nataon’ireo firenena rehetra mpikambana ao amin’ny Fifanarahana Lasitry ny Firenena Mikambana, momba ny Fiovaovàn’ny Toetrandro tany Kyoto, Japon, dia manery ireo Firenena Mandroso hampihena ny famokarany Etona Mampihiboka Hafanana (Gaz à effet de serre) ho 5,2% fara-fahakeliny ambanin’ny fatran’ny famokarany etona tamin’ny 1990. Izany fampihenana izany dia tsy maintsy tanterahin’ireo firenena mandroso ireo ao anatin’ny fe-potoam-panekena voalohany : 2008 – 2012.

Ary satria nifarana tamin’ny taona 2012 ny fe-potoam-panekena voalohany dia tapaka tamin’ny fivorian’ny firenena mpikambana amin’ny « Protocole » tany Kyoto natao tao Doha, Qatar tamin’ny volana desambra 2012 fa asiana fanitsiana ny « Protocole ». Izany fanitsiana izany dia mahakasika indrindra (i) ny fanohizana ny fampiharana ny « Protocole » mandritra ny fe-potoam-panekena faharoa, izay nanomboka ny taona 2013 ka hatramin’ny taona 2020, (ii) sy ny fampihenana ireo firenena mandroso ny famokarana etona mampihiboka hafanana farafahakeliny ho 18% miohatra amin’ny taha famokarana etona tamin’ny taona 1990.

Ny fanapahan-kevitra noraisina tamin’io fotoana io dia mametraka indrindra ny fanamafisana ireo fepetra amin’ny fanatanterahana ny fanitsiana ny « Protocole », sy ireo andraikitra tsy maintsy raisin’ireo firenena mpikambana rehetra ao anatin’ny :

- Tafiditra ao anatin’ny fahamehana ny fankatoavana ny fe-potoam-panekena faharoa nanomboka ny 01 janoary 2013;
- Voasoritra ao fa ny Firenena Mandroso dia manana andraikitra amin’ny hamaritry ny fampiharana ny ezaka atao amin’ny fampihenana ny tahan’ny famokarana etona mampihiboka hafanana fara-fahatarany ny taona 2014. Raha toa ka 18% fara-fahakeliny no fetra tratrarin’ny firenena mandroso, dia tokony ho tody hatrany amin’ny 25% ka hatramin’ny 40% miohatra amin’ny taha-pamokarana tamin’ny 1990 izany mandra-pahatongan’ny taona 2020 mba hiarovana ny mari-pàna maneran-tany tsy ho tafakatra hihoatra ny 2°C ;

- Voafaritra ao ihany koa ny fisian'ny vola natokana hanampiana ny Firenena andalam-pandrosoana izay tena marefo amin'ny voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro, ahafahana manatanteraka sy mamatsy vola ireo tetikasa entina hiatrehana io voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro io ;
lo vola io izay mirotsaka ao amin'ny « Fonds d'adaptation » dia vola azo avy amin'ny roa isan-jaton'ny vola ateraky ny tetikasa « carbone » tafiditra ao anatin'ny « Mécanisme de Développement Propre » voalazan'ny « Protocole » tany Kyoto ao amin'ny andininy faha 12 ;
- Voalaza ao anatin'io fanitsiana io ihany koa ny fampitomboana ny vola arotsaka ho an'ny Firenena andalam-pandrosoana hoenti-miatrika ny voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro, alaina amin'ireo « mécanisme » roa hafa ao anatin'ny « Protocole » tany Kyoto ho an'ny fe-potoam-panekena faharoa.

Toy izao ireo fanitsiana natao tamin'ny « Protocole » tany Kyoto:

- Ireto firenena ireto: Japon, Russie, Nouvelle Zélande ary Canada, dia tsy nanaiky intsony handray anjara amin'ny fampihenana ny famokarana etona mampihiboka hafanana ao anatin'io fe-potoam-panekena faharoa io ;
- Ny tanjon'ny fe-potoam-panekena faharoa dia ny fampihenana ho farafahakeliny 18% miohatra amin'ny taha-pamokarana tamin'ny taona 1990 ny famokarana etona mampihiboka hafanana mandritry ny taona 2013 ka hatramin'ny taona 2020;
- Ny fampidirana ny etona Trifluorure d'Azote (NF₃) ho isan'ireo etona mampihiboka hafanana ankoatra izay efa nisy teo aloha dia ny Dioxyde de carbone (CO₂), Oxyde Nitreux (N₂O), Methane (CH₄), Hydrofluorocarbones (HFC), Hydrocarbones perfluoré (PFC), Hécxafluorure de soufre (SF₆) ;
- Ny fahafahan'ny firenena iray mampiakatra ny tanjona trarariny voasoratra ao amin'ny Tovana B -n'ny protocole tany Kyoto amin'ny fampihenana ny famokarana ny etona mba ho lasa ambonimbony kokoa. ;
- Ny fampiasana ny vola azo avy amin'ny onitra carbone vokarin'ireo « mécanisme » an'ny tsena ao anatin'ny « Protocole » tany Kyoto mba ahafahan'ireo firenena mandroso manaja ny andraikitra notànany amin'ny famerana ny famoahana etona. Misy ampahany amin'ireo vola azo avy amin'ny tsenan'ny carbone ireo atokana hanampiana ny firenena an-dàlam-pandrosoana hanatanterahana tetikasa hoenti-miatrika ny voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro.

Ny fidiran'io fanitsiana io hanankery dia mifanaraka amin'ny voalaza ao amin'ny andininy faha 20 sy 21 ao amin'ny "Protocole" tany Kyoto. Manomboka manankery io fanitsiana io, sivy folo andro aorian'ny nandraisan'ny tomponandraikitra ao amin'ny Sekretera Jeneralin'ny Firenena Mikambana rehefa feno farafahakeliny telo ampahefatry ny firenena mpikambana amin'ny « Protocole » ireo firenena manaiky hanohy ny fe-potoam-panekena faharoa.

Madagasikara dia nankatò ny « Protocole » tany Kyoto ny taona 2003, ary amin'ny maha firenena an-dalam-pandrosoana antsika dia misy ireo tombontsoa azo trandrahana amin'ny fankatoavana io fanitsiana io "Protocole" io. Anisan'izany ny :

- Fitohizan'ny fahafahan'i Madagasikara mandray anjara amin'ny tetikasa carbone izay sady manampy amin'ny fampandrosoana maharitra ny firenena no mampihena ireo etona mampihiboka hafanana ; ary
- Ny fahazoana manatanteraka ireo tetikasa entina miatrika ny voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro (projet d'adaptation au changement climatique) amin'ny alàlan'ny vola ateraky ny tetikasa carbone. Satria 2%-n'ny vola azo avy amin'ny tetikasa carbone eran-tany dia mirotsaka ao amin'ny «Fonds d'adaptation » izay hamatsiana ny tetikasa hiatrehana ny voka-dratsin'ny fiovaovàn'ny toetrandro any amin'ny tany sahirana ara-toekarena (Pays Moins Avancés) tahaka an'i Madagasikara.

Izany sy izany no anton'izao lalàna izao.



ANTENIMIERAMPIRENENA

LALANA LAHARANA FAHA - 2014 -022

Manome alalana ny fankatoavan-dalàna mikasika ny fanitsiana natao tany Doha momba ny « Protocole » tany Kyoto ao amin'ny Fifanarahana Lasitra ny Firenena Mikambana miompana amin'ny fiovaovan'ny toetr'andro

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-05 novambra 2014, izao lalàna manaraka izao :

Andininy voalohany:

Omena alàlana eto amin'ny Repoblikan'i Madagasikara ny fankatoavan-dalàna mikasika ny fanitsiana momba ny « Protocole » tany Kyoto ny 11 desambra 1997 izay nolania tany Doha ny 8 desambra 2012 ary ampiarahana amin'ity lalàna ity ny fanovàna.

Andininy faha 2:

Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika ity Lalàna ity.

Hotanterahana izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo faha-05 novambra 2014

NY FILOHAN'NYANTENIMIERAMPIRENENA,

NY SEKRETERA,

RAKOTOMAMONJY Jean Max